



Les causes de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838

Causes of the unaccomplished colonial emancipation projects of 1837 and 1838 in Lower Canada

Yvan Lamonde

Numéro 73, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1068001ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1068001ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

On s'interrogera sans doute sur l'idée même de ce « regard clinique » sur les causes de l'inachèvement des projets d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838 au Bas-Canada. Un regard clinique n'est pas une autopsie ! Le propos est d'identifier, de pondérer et de hiérarchiser ces causes.

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamonde, Y. (2019). Les causes de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838. *Les Cahiers des Dix*, (73), 303–334.
<https://doi.org/10.7202/1068001ar>

Les causes de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838

YVAN LAMONDE

On a certes cherché dans l'historiographie des événements de 1837 et de 1838 à identifier les causes de ces événements et les raisons de leur inachèvement. On a pu le faire ponctuellement, mais jamais, à notre connaissance, sur le mode explicite d'une sommation et d'une pondération des raisons de leur inaboutissement. Sauf chez l'historien Fernand Ouellet sur les positions duquel nous reviendrons en conclusion. Il n'est pas sans conséquence analytique que dans cette même historiographie, on ait difficulté aussi à nommer ces événements (rébellions, insurrections, troubles, résistance, projet d'émancipation, projet d'Indépendance)¹.

La recherche de sens et d'explication en histoire a quelque chose du consentement au face à face, surtout lorsqu'il s'agit d'événements particulièrement significatifs sur le plan culturel et symbolique. Dans

1. Je remercie mes collègues des Dix, Lucie Robert et Louis-Georges Harvey, pour leurs commentaires et suggestions suite à leur lecture d'une première version de ce texte.

l'histoire du Québec, la « Conquête » et les « rébellions », qu'on met entre guillemets, sont de cette nature et semblent ne pouvoir être saisies tant leur signification est globale. Comme si seul le globalisme convenait comme compréhension. Alors, si l'on entreprend une déglobalisation, une objectivation de ces moments mythiques, il faut s'attendre soit à la surprise soit au soupçon. Comme si on ne pouvait avoir de prise sur cette mémoire, comme s'il fallait ne pas chercher à avoir de prise, le risque étant alors de ne plus pouvoir instrumentaliser ces événements à sa guise.

Autant dans le milieu savant que dans celui des sociétés historiques, le premier réflexe est l'étonnement sinon le scepticisme devant la tentative d'expliquer l'inachèvement de ces événements. L'identification et la pondération des causes de l'inaccomplissement du projet d'émancipation coloniale sont une chose ; la recherche des raisons du fait d'avoir différé cette démarche d'explication en est une autre. Pourquoi n'a-t-on pas « touché » à cette dimension historique ? Avait-on et a-t-on le sentiment qu'une explication documentée de l'inaboutissement des événements hypothéquerait sa portée politique et militante contemporaine, qu'une « clôture » analytique de ces événements serait une clôture politique du projet souverainiste dans le présent ? On pourrait tout autant penser que l'analyse la plus objective possible permettrait de voir si et comment les causes d'hier peuvent encore façonner le projet contemporain. Le fait d'avoir figé ces événements dans « la défaite » a-t-il contribué à maintenir une fixation, un mode d'attachement à un passé lourd dont le dégagement du sens est difficile ?

Le patriote de 1837 : un « être-pour-la-défaite » ?

Ce sont souvent les non-historiens qui ont eu « l'audace » de faire le bilan de ces événements et de leur donner un sens. La figure littéraire de cette audace est Hubert Aquin, qui a cristallisé le moment en

construisant un mythe que certains militants indépendantistes (et fédéralistes) invoquent et répètent : la « défaite ». Il faut insérer cette idée d'un « art de la défaite » de l'écrivain dans sa réflexion antérieure sur « la fatigue culturelle du Canada français », sur la fatigue d'une « identité atavique ».

Historien d'un nouveau type, l'essayiste omniscient savait affectivement que « Tout était prévisible » en 1837. Ni la fausse ironie d'un scénario imaginé (la manufacture d'armes sur les bords du Richelieu) ni l'audace de penser consciemment et anachroniquement Saint-Denis en termes de guérilla ni le recours à Mao pour explorer les guerres révolutionnaires ni l'affirmation de la « fuite » de Papineau ne le gênent. Il écrit allègrement, de façon péremptoire. Il ne lui importe pas de savoir sur quelle avancée culturelle et littéraire avait pu reposer cette avancée politique, quelle *effervescence* culturelle avait alimenté cette effervescence politique. Aquin en arrive pourtant à une conclusion forte, à savoir le conditionnement à la défaite et la passivité du vaincu, ontologiquement résumés en termes sartriens ou heideggériens par son « être-pour-la-défaite² ». Aquin a mis le doigt sur une bonne question, « la défaite », mais l'a historiquement mal posée et résolue.

Daniel Jacques, qui avait déjà scruté l'idée aquinienne de fatigue culturelle³, porte le défi plus loin en explorant le versant politique de cette fatigue culturelle. L'essayiste, qui parle du texte « L'art de la défaite » du paradoxal Aquin comme « d'une psychanalyse échevelée de notre histoire », est manifestement dans l'intertextualité des réflexions sur la défaite et l'échec en avouant chercher « à comprendre la source véritable de notre impuissance politique actuelle⁴ ». La question est pertinente ;

2. Hubert AQUIN, « L'art de la défaite » (janvier-avril 1965), dans H. AQUIN, *Mélanges littéraires II. Comprendre dangereusement*, édition critique par Jacinthe Martel avec la collaboration de Claude Lamy, Montréal, Bibliothèque québécoise, 1995, p. 127-144.
3. Daniel JACQUES, « L'homme exorbité. Réflexion sur la notion de fatigue culturelle chez Hubert Aquin », *Horizons philosophiques*, 1993, p. 1-9.
4. D. JACQUES, *La fatigue politique du Québec français*, Montréal, Boréal, 2008, p. 39-40, 50, 14.

c'est l'explication de la « défaite », mieux son inexplication qui permet tous les lyrismes ou tous les pessimismes.

Transformer la défaite en victoire ?

Jacques Ferron s'est aussi employé à explorer la signification de 1837 dans *Les grands soleils*, pièce jouée pour la première fois en 1968. Ferron est un passionné d'histoire du Québec qu'il s'est appropriée à sa manière toute personnelle de recompositeur ou réarrangeur des événements et des personnages et de déboulonneur de statues et de mythes. La pièce, centrée sur la bataille de Saint-Eustache et le rôle qu'y a joué Jean-Olivier Chénier, s'ouvre d'ailleurs sur « une scène d'exorcisme » caractéristique de Ferron dans laquelle Chénier se fait fort de déclarer qu'il n'est pas un héros. Ferron connaît à ce point l'histoire qu'il s'en joue, la retourne sens dessus dessous pour mieux la déstabiliser dans une société qui l'a coulée dans la répétition.

Ferron s'amuse avec gravité. Il se moque des symboles – le ruban rouge ou le ruban blanc ou la figure du mouton suiveux –, des personnages historiques : le Musée de cire, Witherhall qui ne veut pas grelotter, Poutré père chouayen. À travers les personnages, il donne voix aux opposants, à Poutré père, par exemple, qui doit s'occuper de sa terre et qui a autre chose à faire que d'être Patriote⁵. Au curé qui affirme : « Ce qui compte au pays, c'est la famille, la paroisse. Nous n'en sommes pas encore à la Patrie. » (p. 46) À Chénier, bien sûr : « Nous avons des honnêtes paysans, des bons curés, quelques gens instruits, mais nous ne sommes pas un peuple. Nous habitons le pays, mais nous n'en avons pas pris possession. Si nous n'affirmons pas nos droits, on nous considérera comme des Sauvages, comme des Acadiens, bons

5. Jacques FERRON, « Les grands soleils », dans *Théâtre I*, Montréal, Librairie Déom, 1968, p. 38. Tous les numéros de page, désormais donnés entre parenthèses, renvoient à cette édition.

pour les réserves et l'extermination. Il faut que les autres peuples sachent que nous sommes leurs égaux.» (p. 54)

Le dramaturge a des formules concises, évocatrices des enjeux ; il parle de « fusils de guerre » et de « fusils de chasse » (p. 40), de « [l]a guerre en uniforme rouge, la chasse en tenue débraillée » (p. 73), des différences : « La guerre est leur métier ; nous sommes des braconniers. » (p. 74) Sans qu'il y paraisse, Ferron prend la mesure des événements. Quand le curé affirme : « Mais il ne faudra pas trop leur en demander, aux Canadiens. Avec leurs grandes fourches, tu sais... », Chénier répond : « Les armes ne font pas tout. Il y a aussi le courage, la voix de son pays... » (p. 64) Sous une réplique qui paraît glorieuse, la question du manque de moyens est évoquée : « Ô vous ! Mes braves qui attendez les mains vides, vous prendrez les fusils des morts. » (p. 68)

Un personnage, Mithridate, parle de l'appropriation nationaliste populaire de Saint-Eustache, sinon d'une certaine historiographie : « Il en a fallu de la patience aux générations, de la ruse, des détours, de l'obstination, du courage, pour mûrir une défaite et la transformer en victoire. » (p. 102) Chénier lui réplique : « Il faut dans la défaite garder le sens de la victoire, mais dans la victoire ne pas perdre le sens de la défaite. » (p. 107)

Ferron ouvre des portes longtemps fermées ; il ne les referme pas.

Automne 1837 : quelle culture de quelle politique ?

En pensant à ce qu'avaient pu être les expériences d'indépendance en France, en Grèce, en Belgique, en Pologne, en Irlande, aux États-Unis, Aquin aurait pu se demander si et jusqu'où un souffle symbolique et

littéraire avait précédé ou accompagné l'essor politique des nationalités durant la décennie 1830, y compris au Bas-Canada⁶.

Il y a une relative effervescence symbolique et littéraire au Bas-Canada durant cette décennie. On peut se demander quel sens du national traverse tout autant la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste en 1834 que celles de la St. George Society, de la St. Andrew Society, de la St. Patrick Society, de la German Society. Ce que devient la Société Saint-Jean-Baptiste après 1840 et ce qu'elle est devenue brouillent sans doute la dimension nationalitaire / républicaine qu'elle a comportée dans ses premières années.

Quel sens du national le « drapeau des patriotes » véhicule-t-il à l'automne 1837 ? Quelle cohésion du national annonce-t-il ? Quel est le sens de la référence aux Irlandais (le vert), aux Canadiens (le blanc) et aux Anglais (le rouge) ? Est-ce une illustration sur un objet symbolique important de la signification inclusive du mot « patriotes » ? Peut-on y voir un « tricolore » d'inspiration française, révolutionnaire ? Il faut toutefois parler de drapeaux patriotes au pluriel. Ce premier drapeau daterait de 1832, de la manifestation d'hommage à Ludger Duvernay et à Daniel Tracey lors de leur libération de prison à la suite de leurs dénonciations des « vieillards » du Conseil législatif. Puis à Sainte-Scholastique, le 1^{er} juin 1837, un drapeau, peut-être conçu et cousu pour l'occasion, comme c'est souvent le cas, porte les trois couleurs avec trois symboles nationaux naturels, le castor, la feuille d'érable et le maskinongé. Le 6 novembre 1837, le drapeau que les membres du Doric Club veulent enlever est tricolore avec l'inscription « En avant ! Association des Fils de la Liberté ». À Saint-Eustache, le drapeau tricolore, tissé par mesdames Masson et Dumouchel, comporte un maskinongé, des aiguilles et des pommes de pin ainsi que les lettres « C » (Canada) et « J=Bte » (Jean-Baptiste, le Canadien) ; ici la nature est associée à la

6. Benedict ANDERSON, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1991 ; Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIII-XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.

culture, à la nationalité. Un autre drapeau, présenté comme l'emblème de la « République du Canada » porte deux étoiles blanches, désignant le Bas et le Haut-Canada, à la manière du *Star Spangled Banner* étatsunien⁷. On note que le drapeau évolue au fil des événements, que les symboles de la représentation de soi sont encore nombreux, sans choix arrêté. Un sens du national est en élaboration, mais non encore accompli.

Chez les Canadiens, le souffle littéraire le plus fort est celui d'une poésie patriotique qui essaime dans la presse de l'époque. George-Étienne Cartier déclare : « Avant tout je suis Canadien » (8 mars 1832) et chante « Ô Canada ! Mon pays ! Mes amours ! » (29 juin 1835). François-Xavier Garneau célèbre la Pologne en affirmation nationale (« La liberté prophétisant sur l'avenir de la Pologne », octobre 1832 ; « Ode. Souvenirs d'un Polonais », 19 juillet 1833) et son propre pays (« Au Canada », 10 février 1837). D'autres poèmes célèbrent le Patriote, le prisonnier politique, le 21 mai 1832, l'érable, *La Minerve* ou Papineau ; certains épinglent lord Gosford⁸.

Le roman est littéralement à ses débuts. *L'influence d'un livre* de Philippe Aubert de Gaspé fils et *Les révélations d'un crime ou Cambray et ses complices. Chroniques canadiennes de 1834*, publiés coup sur coup en 1837, reprennent des légendes ou s'inspirent de la chronique judiciaire, mais le réalisme de la mise en scène et le récit de la mémoire populaire ont peu de prétention à nommer une culture en affirmation. De Gaspé écrit dans sa préface : « J'ai décrit les événements tels qu'ils sont arrivés, m'en tenant presque toujours à la réalité, persuadé qu'elle doit toujours remporter l'avantage sur la fiction la mieux ourdie. Le Canada, pays vierge, encore dans son enfance, n'offre aucun de ces caractères qui ont fourni un champ si vaste au génie des romanciers de la vieille Europe. » Autre indice d'un humble essor littéraire : Napoléon Aubin qui cherche

7. Philippe CLICHE, « Les drapeaux des Patriotes », *Les Patriotes de 1837@1838. Les Rébellions-du Bas-Canada*, 2000. <http://www.1837.qc.ca/1837.pl?out=article&pno=analyse53>

8. Yolande GRISÉ, *Les textes poétiques du Canada français, 1606-1867*, Montréal, Fides, 1990, vol. 3 (1827-1837), p. 228-229, 397-398, 245-247, 305-310, 584-587.

des souscripteurs à un répertoire de la littérature canadienne en 1838 n'en trouve pas suffisamment ; c'est James Huston qui réussira en 1848⁹.

Il s'agit moins ici de postuler quelque antériorité nécessaire du littéraire au politique, de chercher quelque antériorité. Car à partir du moment où la nationalité est un construit, on s'attend à ce que le façonnage politique et le façonnage culturel et symbolique soient contemporains, en renforcement réciproque.

Prendre la mesure des accomplissements

Avant d'analyser la réalité et le poids des divisions comme causes de l'inachèvement du projet d'émancipation, il importe de prendre la mesure de ses accomplissements. Sans remonter à 1791 ou à la fondation du *Canadien* en 1806, on doit noter que de l'opposition au projet d'Union de 1822 date une prise de conscience politique irréversible qui s'accompagne d'une double découverte : le deuil à faire de réformes significatives à venir de Londres en même temps que la disponibilité au sud du Bas-Canada d'un modèle de gouvernance et d'émancipation. On sait, au début des années 1830, ce qu'il faut viser : l'éligibilité des charges publiques et, en particulier, de celle de conseiller législatif, puis le contrôle colonial des revenus et dépenses. C'est l'élection des membres du Conseil législatif qui est l'enjeu principal des 92 Résolutions de 1834 en même temps que la ligne de partage des positions en 1836. Les divisions se construiront sur cette pomme de discorde. Mais pour l'heure, l'élection référendaire de 1834 sur les 92 Résolutions donne au Parti patriote sa plus forte majorité parlementaire : 77 des 88 députés. Les enjeux sont clairs et la population les endosse. Se sont construites

9. Sur le long statut de polygraphe de l'écrivain canadien-français, Yvan LAMONDE, « L'écrivain polygraphe : *terra incognita* de la littérature québécoise du 19^e siècle », dans Julien GOYETTE et Claude LA CHARITÉ [dir.] avec la collaboration de Catherine BROUÉ, *Joseph-Charles Taché polygraphe*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Cultures québécoises », 2013, p. 19-37.

en trois décennies une pensée et une force politiques dont le poids fait comprendre qu'on s'en soit alarmé au milieu des années 1830. La guerre d'Indépendance américaine de 1776 risquait de se répéter. Au Bas-Canada comme au Haut-Canada.

De même que se construit un projet d'émancipation coloniale, se poursuit un projet impérial de développement d'une colonie britannique. C'est plus vers le Colonial Office qu'il faut constamment regarder que vers le Château Saint-Louis du gouverneur colonial ; le Château est toujours ultimement la voix du Bureau. La colonie sera britannique le jour où le pouvoir politique sera celui de la majorité britannique. Le temps y pourvoira. Faute d'une démographie majoritairement britannique que vise une politique d'immigration lentement efficace, faute d'un contrepoids aristocratique par le Conseil législatif nommé qui bloque un peu scandaleusement le travail de la Chambre démocratique, il faut simultanément s'essayer à des Unions comme on l'a fait en Irlande en 1798. Les projets de 1809 et de 1822 achoppent. Celui de 1840 réussit avec quelques torsions plus ou moins démocratiques comme l'abandon de la représentation proportionnelle et le partage de dettes inégales, avec un accroissement de la population anglophone dont le premier recensement officiel, celui de 1851, montre que la population du Haut-Canada (952 004 habitants) est dorénavant supérieure de 61 743 habitants à celle du Bas-Canada (890 261)¹⁰. Démographie et Union sont après 1840 des stratégies métropolitaines gagnantes. La stratégie impériale avait *déjà* réussi avant que l'adjonction des provinces atlantiques ne vienne sceller le projet colonial de 1867.

10. Bruce CURTIS, *The Politics of Population: State Formation, Statistics, and the Census of Canada, 1840-1875*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, p. 88-91, 136-139.

Désaccords, divisions, non-mobilisation, oppositions

Plutôt que de considérer d'abord le voisin comme responsable de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale, il importe de regarder dans sa propre cour. Une des causes principales de l'inachèvement du projet d'émancipation se trouve dans les désaccords à propos du projet d'émancipation et des stratégies à déployer, dans les divisions parmi les Canadiens et dans les oppositions mêmes à ce projet.

Le positionnement politique des régions de Québec et de Montréal signale une première division d'importance parmi les Canadiens. À compter de 1831 et à propos de la question de l'administration temporelle des paroisses catholiques, John Neilson, député de Québec et partenaire de Papineau dans l'opposition au projet d'Union en 1823, prend ses distances avec le Parti patriote. Sa réserve s'accroît en 1834 lors de la passation parlementaire des 92 Résolutions. C'est un départage à la fois concret et symbolique.

On voit entre 1834 et l'automne 1837 une dialectique d'initiatives patriotes et de contre-initiatives gouvernementales qui bâtissent une escalade. Les 92 Résolutions auxquelles Londres met trois ans à répondre. Une autre commission (Gosford) sur les affaires du Bas-Canada dont on apprend assez tôt que les directives sont pipées. Réponses négatives de Londres aux 92 Résolutions en avril 1837. Abrogations successives de la Chambre d'assemblée. Réponse patriote : des assemblées populaires. Riposte gouvernementale : déclaration d'illégalité de ces rassemblements. Initiatives paragouvernementales de la Montreal Constitutional Association, du Doric Club, des ultra-tories du *Montreal Herald*. Réplique des Fils de la Liberté. Émission de 16 mandats d'arrestation le 16 novembre *contre des députés*, échauffourée de Longueuil le lendemain, répression de l'organisation de défense des leaders patriotes menacés d'arrestation à Saint-Denis et à Saint-Charles-sur-Richelieu, résistance des Patriotes, répressions exemplaires.

La volatilité s'est construite, Londres maintenant et haussant la pression *politique*.

La division Québec-Montréal s'approfondit en 1835 lorsque Étienne Parent, directeur du *Canadien*, se dissocie aussi du Parti patriote et de Papineau et entraîne la députation de la ville et de la région de Québec dans une vision et une action qui se veulent moins radicales que celles des députés de la ville et de la région de Montréal. Devant les promesses du gouverneur Gosford et de la Commission que celui-ci préside, Parent est toujours prêt à donner sa chance à l'autorité coloniale, à considérer des « arrangements », à établir « à côté des tréteaux de l'agitation, la chaire de la modération et de l'ordre ». Pour lui, « le tocsin de la division » a sonné et il prétend avoir « su marquer le point juste de l'échelle où l'opinion publique devait s'arrêter ». C'est à cette « famille de Québec » que le jeune La Fontaine s'associera en décembre 1837 et qu'il deviendra après 1840 la voix parlementaire de la pensée de Parent et l'alternative politique à Papineau. Papineau et Parent sont dès lors les deux hémisphères d'un même cerveau politique canadien-français. C'est en partie sur cette division Montréal-Québec que s'articule la mobilisation parmi les « Canadiens ». Canadien n'égalé pas patriote.

Le manque de front commun se voit dans la mobilisation politique différentielle de la population bas-canadienne. Le facteur décisif de mobilisation réside dans la cohabitation de loyaux et de patriotes ; là où il y a une population anglophone, la population francophone s'organise et se radicalise à proportion de l'action loyale. Là où il y a une population très majoritairement francophone sans noyau anglophone, il n'y a pas de mobilisation, à l'exception du Bas-Richelieu, fief de la grande famille politique de Papineau. Ce n'est donc pas une perception globale incorrecte que de voir les événements de 1837 se dérouler essentiellement au sud-ouest et au nord-ouest de Montréal. Jean-Paul Bernard l'avait vu, Gilles Laporte l'a documenté et établi¹¹.

11. Gilles LAPORTE, *Patriotes et Loyaux. Leadership régional et mobilisation politique en 1837 et 1838*, Québec, les Éditions du Septentrion, 2004 ; G. LAPORTE et Cédric CÔTÉ-CHAMBERLAND, « Patriotes contre Loyaux : modalités d'un double affrontement durant la phase politique (1834-1837) », *Bulletin d'histoire politique*, 22, 1 (automne 2013), p. 130-154.

À telle enseigne qu'à l'est de L'Assomption sur la rive nord et de Saint-Hyacinthe sur la rive sud, la mobilisation patriote est minimale en 1837. Tous les Bas-Canadiens ne sont pas patriotes. Il n'y a pas d'unanimité dans la vision des choses et dans l'action; il n'y a pas de front commun, l'emportement est partiel.

Pour qui connaît aussi bien Parent que Papineau et qui propose de les voir comme figures des deux tendances idéologiques de 1837, il est possible de suggérer que Papineau est moins «révolutionnaire» que le réformiste Parent l'affirme. Si la réitération chez Papineau d'une demande d'un Conseil législatif élu a manifestement quelque chose de radical dans son républicanisme, une lecture attentive du discours de Papineau à Saint-Laurent le 15 mai 1837 donne l'heure juste sur sa perception de l'état de la nation. Pour Papineau, le Bas-Canada en est en 1837 là où en étaient les États-Unis en 1765, au temps de la bataille fiscale, et non encore là où ils étaient en 1776, au temps de la guerre d'Indépendance. Pas plus que Parent, Papineau n'en appelle aux armes, même s'il appelle à la vigilance, à l'organisation de multiples associations de Fils de la Liberté, s'il participe, on le verra, à une tentative secrète en décembre 1837 d'achat d'armes aux États-Unis. Mais de mai à décembre 1837, il se trouvera des patriotes à L'Acadie, à Napierville et à Terrebonne rendus à l'étape de 1776. Eu égard au point d'avancement du combat et à la stratégie, leurs positions diffèrent.

Même pour Papineau, il y a un moment plus radical que l'assemblée de Saint-Laurent, un moment plus radical sans être violent. C'est la Confédération des Six Comtés (Verchères, Chambly, Richelieu, Saint-Hyacinthe, Rouville, L'Acadie) des 23 et 24 octobre à Saint-Charles-sur-Richelieu à laquelle on entend éventuellement inviter les comtés de Laprairie et de Missisquoi. Selon *La Minerve* du 30, ces six comtés représentent le sixième de la population du Bas-Canada. La première résolution proposée par les D^r Wolfred Nelson et Davignon le 23 stipule que c'est le droit du peuple, source de tout pouvoir, d'altérer ou d'abolir un gouvernement déchu et d'en instituer un nouveau. C'est là que les

patriotes sont rendus après les « assemblées primaires » tenues depuis mai. Le moyen, le « corps » pour pourvoir aux aspirations du peuple, c'est la convention, et le temps est venu de la tenir.

L'Adresse de la Confédération des Six Comtés, préparée par Papineau et signée par d'autres organisateurs, est placée à l'enseigne de la Déclaration d'Indépendance américaine et du principe d'un « gouvernement entièrement dépendant du peuple ». Pour Papineau, des étapes décisives sont franchies : « l'agression a suivi l'agression, jusqu'à ce qu'enfin nous ne paraissions plus tenir à l'Empire britannique » ; puis, « notre histoire n'est qu'une récapitulation des maux que les autres colonies ont endurés avant nous » ; il faut dorénavant s'attendre à devoir faire de « grands sacrifices » et à endurer des « inconvénients personnels qui seront la conséquence en faveur de la bonne cause [...] »¹².

Il y a donc volonté d'inviter les comtés de Laprairie et de Missisquoi ; pouvait-on penser inviter les comtés de Beauharnois, de Deux-Montagnes, de Vaudreuil, de Terrebonne et tenir une convention qui aurait eu des allures de front commun de l'ouest du Bas-Canada ? Mais on n'a pas eu le temps de s'entendre sur la nature de cette convention à venir à l'été suivant ; la convention en vue de la déclaration d'une nouvelle république indépendante est restée en plan¹³.

Aux désaccords sur les positions à tenir et les actions à mener, à la disparité géographique de la mobilisation s'ajoutent les oppositions franches et claires au projet d'émancipation. Celle des seigneurs, sauf Papineau et la seigneuresse Papineau-Dessaulles de Saint-Hyacinthe. Celle des évêques de Québec et de Montréal. Celle des curés sauf du

12. Résolutions, *La Minerve*, 30 octobre 1837 ; « Adresse de la Confédération des Six Comtés au peuple du Canada », 24 octobre 1837, dans Louis-Joseph PAPINEAU, *Un demi-siècle de combats. Interventions publiques*, choix de textes et présentation de Yvan LAMONDE et Claude LARIN, Montréal, Fides, 1998, 495-503, citations 497, 500, 501.

13. Louis-Georges HARVEY, *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2005, p. 208-219 ; « Les Patriotes, le républicanisme et la constitution québécoise », *Bulletin d'histoire politique*, 17, 3 (printemps 2009), p. 59-77, en particulier p. 71-73.

remuant abbé Étienne Chartier. Celle de la presse francophone «bureaucrate», avant et après que la presse patriote eût été censurée, celle de la presse anglophone modérée et radicale. L'opposition est forte hors de la Chambre d'assemblée.

Les moyens de sa politique ?

Il convenait de voir d'abord la responsabilité des Canadiens eux-mêmes dans l'inaboutissement des événements de 1837. L'explication par l'absence de moyens aide à comprendre qu'elle était l'ambition ou l'intention des actes de 1837, du printemps à la fin de novembre.

Un certain romantisme associé à l'iconographie de 1837 fait voir l'improvisation des moyens et leur limite: fusils de chasse, fourches, faux indiquent qu'on n'a guère cherché à s'armer, à acheter des armes, à les distribuer stratégiquement¹⁴. L'état de non-armement des patriotes s'ajoute à d'autres signes pour établir qu'il s'agit bien en 1837 d'une «résistance». L'émission le 16 novembre de 26 mandats contre des patriotes dont la tête est mise à prix, l'embuscade du lendemain à Longueuil pour libérer deux patriotes arrêtés pour leur participation à la grande assemblée de Saint-Charles-sur-Richelieu, l'érection d'un «mai», d'une colonne d'hommage à Papineau à cet endroit, prise comme prétexte par l'autorité coloniale pour en faire un acte de sédition, la connaissance parmi les leaders patriotes de la stratégie impériale de provocation/répression déjà utilisée en Irlande en 1798 s'ajoutent à l'absence générale d'appel aux armes et à la carence évidente d'armes et «d'officiers» de profession pour voir qu'il ne s'agit pas «d'insurrection» ou de «révolution», mais bien plutôt de résistance. La détermination de faire et de réussir une révolution présuppose des moyens et de l'organisation.

14. France SAINT-JEAN, «L'iconographie rébellienne, la face cachée de l'historiographie des rébellions de 1837-1838: quelques études de cas», *Mens*, 10, 1 (automne 2009), p. 95-138. <https://doi.org/10.7202/1023160ar>

Saint-Denis, Saint-Charles, Saint-Eustache et autres lieux furent des moments de résistance à une armée décidée à en découdre avec les patriotes. En 1837, on ne connaît pas de plan d'attaque patriote de garnisons britanniques.

Le pouvoir politique, militaire et paramilitaire

S'il y a eu inachèvement du projet d'émancipation coloniale, c'est parce qu'il y avait un projet métropolitain et impérial de maintien et de développement de la colonie, des colonies d'Amérique du Nord britannique. Le Bas-Canada était sous la coupe d'un Empire déjà fortement constitué depuis la défaite infligée à Napoléon, depuis le Traité de Vienne de 1815 et depuis l'essor de la Révolution industrielle. Ce pouvoir impérial avait un Colonial Office, une politique et une structure de contrôle du pouvoir dans les colonies. Cette politique se caractérisait par une stratégie de perpétuelle remise au lendemain des réponses aux demandes de réforme, signe qu'on estimait pouvoir différer à la limite quelque acquiescement au moindre changement. Une structure de contrôle que Papineau et l'historien Garneau ont tous deux identifiée : diviser pour régner.

La politique impériale avait établi dans le Bas-Canada colonial un gouverneur quasi itinérant, un jour à Calcutta un jour à Dublin, qui devait chaque fois faire ses classes en s'en remettant souvent aux mêmes voix coloniales, en s'assurant d'une liste civile qui permettait faveurs et pensions et en comblant majoritairement les emplois coloniaux de membres de la minorité britannique du Bas-Canada.

Il faut ajouter à cette puissance impériale et coloniale une force militaire de garnisons à Montréal, à Québec, à Saint-Jean, à Chambly, à Sorel et des effectifs régimentaires appelés du Haut-Canada et du Nouveau-Brunswick. Au début de mai 1838, Colborne dispose de 4 700 soldats et de 527 officiers. Il estime ne pas avoir à compter sur les

Volontaires loyaux, mais dans les faits, ceux-ci seront particulièrement efficaces à proximité des frontières américaines en 1838.

L'élément le moins connu dans la recherche des causes de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale concerne la force des *ultra-tories*, des radicaux britanniques de la colonie, qui s'opposent non seulement aux patriotes, mais qui décrient les «loyaux constitutionnalistes» modérés et surtout le gouverneur Gosford et le Colonial Office qu'ils considèrent être prêts à des concessions, à chercher la conciliation. Ces ultra-tories, comme l'a fait voir François Deschamps¹⁵, regroupent tout autant le virulent Adam Thom et le *Montreal Herald* que les membres du Doric Club et les loyaux qui repoussent les patriotes vers les États-Unis en 1838. Autant ils se trouvent des radicaux parmi les patriotes, autant il s'en trouve parmi les Britanniques de la colonie.

Quels appuis ?

C'est sur les «Philosophical Radicals» britanniques que le Parti patriote a le plus compté dans les années 1830. John Arthur Roebuck, Henry S. Chapman, Joseph Hume, John Temple Leader et des journalistes tels Thomas Falconer, John et Samuel Revans ont été la voix à Londres des réclamations bas-canadiennes depuis 1834. Mais ces députés formaient une faible minorité aux Communes et ne partageaient pas toujours ouvertement les objectifs nationalitaires et émancipatoires des patriotes. Le Secrétaire d'État aux Colonies comptait, lui, sur une majorité à la Chambre des Communes.

Depuis 1820, les réformistes haut-canadiens correspondent avec les parlementaires bas-canadiens ; c'est le cas de William Lyon Mackenzie et de John Neilson. Ces contacts se poursuivent dans les années 1830

15. François DESCHAMPS, *La «rébellion de 1837» à travers le prisme du Montréal Herald. La refondation par les armes des institutions politiques canadiennes*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. «Cultures québécoises», 2015.

et en 1837 entre Mackenzie, Papineau, O'Callaghan et Thomas Storrow Brown, entre autres. Si les Bas-Canadiens compilent leurs griefs dans les 92 Résolutions de février 1834, les réformistes haut-canadiens le font dans le *Seventh Report on Grievances* d'avril 1835. Les relations s'intensifient en 1837 et les espoirs d'action commune se multiplient. Mais l'accélération des événements permet davantage aux régiments du Haut-Canada d'opérer une jonction avec ceux du Bas-Canada qu'aux réformistes de faire front commun avec les patriotes¹⁶.

Il s'est trouvé de nombreux Américains pour appuyer et aider les patriotes bas-canadiens en exil au Vermont ou dans l'État de New York. Mais le président Martin Van Buren et les gouverneurs des États limitrophes, Marcy de New York et Jenison du Vermont, ont tôt fait d'émettre des proclamations prohibant l'intervention des citoyens américains dans les affaires canadiennes. La position de l'historien George Bancroft, consulté par Papineau et O'Callaghan en décembre 1837, donne une bonne idée, on le verra, de la perception de la situation par un Américain informé. Les États-Unis n'allaient pas se brouiller avec la Grande-Bretagne sous le prétexte de diffusion du républicanisme en Amérique du Nord ; à certains égards, le républicanisme du Bas et du Haut-Canada mettait à l'épreuve celui du gouvernement de Van Buren¹⁷.

Quant à l'appui de la France, les patriotes ne pouvaient guère y compter. Voyageant au Bas-Canada en 1831, Alexis de Tocqueville s'était étonné d'y trouver des Français alors qu'en 1837, la presse française s'informe du devenir de son ex-colonie dans la presse britannique. La correspondance de l'ambassadeur de France à Washington en 1837,

16. L'auteur du présent article travaille à une « Histoire comparée du Bas et du Haut-Canada avant et à l'époque des rébellions (1791-1840) ».

17. Julien MAUDUIT, « "Vrais Républicains" d'Amérique : les patriotes canadiens en exil aux États-Unis, 1837-1842 ». Thèse de doctorat (Histoire), Université du Québec à Montréal, 2016 (à paraître).

M. de Pontois, traduit bien une perception de Papineau et du Bas-Canada par un aristocrate¹⁸.

1838: manque d'armes, divisions, problèmes de communication

Les « insurrections » de 1838 menées par des patriotes radicaux réfugiés aux États-Unis et à partir de la frontière américaine redisent le manque crucial d'armes et d'officiers et les divisions entre patriotes.

On ne met guère de temps après le refuge ou l'exil aux États-Unis à vouloir expliquer 1837. Le 15 décembre 1837, O'Callaghan précise à Henry Samuel Chapman à Londres que le peuple n'était ni en rébellion ni poussé par ses chefs. Au contraire :

En vérité, ce n'était qu'une immense et abusive conspiration du gouvernement contre les gens pour les forcer à résister afin qu'ils puissent les anéantir, eux et leurs droits. La résistance du peuple ne fut rien d'autre qu'une réaction impulsive d'amis et de voisins pour protéger les hommes qui défendaient leurs droits et leurs libertés depuis plusieurs années et qu'ils considéraient comme les défenseurs de leur pays¹⁹.

Un peu plus tard, Duvernay donnera la même explication : « Le peuple en général n'était pas préparé pour les troubles, qui sont survenus plus tôt qu'on s'y attendait. Personne ne s'attendait à ces événements. Le gouvernement a agi de ruse en les provoquant dans un temps où on ne s'y attendait pas. Il connaissait alors notre faiblesse par notre manque d'organisation²⁰. »

18. Françoise LE JEUNE et Aurelio AYALA, *Les rébellions de 1837 et 1838 vues de Paris*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Cultures québécoises », 2011.

19. Cité dans François LABONTÉ, *Alias Anthony St. John. Les Patriotes canadiens aux États-Unis. Décembre 1837-mai 1838, première partie*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Cultures québécoises », 2004, p. 49.

20. Ludger DUVERNAY à James Robitaille, 7 avril 1838, BAnQ, fonds Duvernay ; je remercie Jonathan Lemire d'avoir porté cette lettre à ma connaissance.

Papineau parle aussi de résistance à sa femme dans une lettre du 7 février 1838; il lui fait un aveu crucial: «Tu auras compris comment je suis parti du Canada. Je croyais toute possibilité de résistance perdue²¹.» Alors qu'O'Callaghan est à New York depuis le 15 décembre pour solliciter banquiers et marchands en vue d'un important emprunt et qu'il a une lettre de Papineau garantissant le prêt par d'éventuelles concessions de terres dans la future république du Bas-Canada, celui-ci écrit d'Albany, le 16, à son fils Amédée, alors à Burlington: «Mais loin d'avoir une si horrible perspective devant soi, nous en avons une qui, je le crois maintenant, nous assure ultérieurement d'un plein succès, quel que soit le nombre de victimes qui seront offertes en holocauste, pour assurer le triomphe et l'émancipation des deux Canadas. Nous pourrons bientôt y entrer, j'espère²².»

«Dix mille mousquets»

Papineau cherche alors des moyens d'entrer au Bas-Canada. Le 18, d'Albany, il écrit à l'historien George Bancroft²³; son projet est clair: «Il nous faut effectuer l'achat de dix mille mousquets, de vingt pièces d'artillerie, des munitions et de quoi payer les vivres des Volontaires qui les feront jouer pendant quatre mois [...]. Cent mille piastres à trouver dans l'Union; mais elles sont plus difficiles à trouver aujourd'hui que des millions [...]»²⁴.

21. Cité dans F. LABONTÉ, *Alias Anthony St. John, op. cit.*, p. 64.

22. Cité *ibid.*, p. 51. On doit à F. Labonté la connaissance de cet épisode inédit et vain de recherche d'argent, d'armes et d'officiers par Papineau. Voir son chapitre 4, «Financer la révolution». Sur 1838, voir son *Robert Nelson dit le Diable. Face à face entre les Britanniques et les forces rebelles réfugiées aux États-Unis (1838-1839)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. «Cultures québécoises», 2017, p. 167-172, 211-264.

23. Lilian HANDLIN, *George Bancroft, The Intellectual as Democrat*, New York, Harper and Row, 1984.

24. E. B. O'CALLAGHAN à J. Porter, 28 décembre 1837, cité dans F. LABONTÉ, *Alias Anthony St. John, op. cit.*, p. 67-69.

Le 20, Bancroft lui répond qu'il doute de pouvoir trouver une telle somme à court terme en raison de la crise financière (voir les documents en annexe). Quant aux armes, il l'informe qu'une telle quantité d'armes et de munitions ne peut transiter à partir des États-Unis. Bancroft va plus loin : auraient-ils ces 100 000 \$, ces armes et ces munitions, cela ferait-il pencher la balance en faveur du Canada devant la puissance de l'Angleterre ?

Le même jour, suite à l'escarmouche de Moore's Corner menée par des patriotes et au rassemblement de réformistes haut-canadiens à Navy Island, le président Van Buren demande une enquête sur les affaires canadiennes.

Papineau cherche secrètement des armes. O'Callaghan aussi, à New York. Le 22 décembre, celui-ci expose les besoins des patriotes devant une soixantaine de personnes à l'Hôtel Manhattan. Le 27, un Comité d'appui new-yorkais rassemble quelque 20 personnes au Vauxhall Garden. Mais le lendemain, O'Callaghan prend la vraie mesure de la situation ; il écrit à l'ami et « messenger » de Papineau à Albany, James Porter, qu'il en était venu à la conclusion « qu'il était hors de question d'obtenir un prêt dans cette ville. Le seul argent que nous toucherons viendra de souscriptions²⁵ ».

Papineau quitte Albany le 30 décembre 1837 sans connaître le contenu de la lettre d'O'Callaghan à Porter, mais avec l'avis de Bancroft en mémoire. Il se rend à Middlebury au Vermont où se rassemblent, le 1^{er} et le 2 janvier 1838, des leaders patriotes qui cherchent une stratégie de poursuite du projet après un mois d'exil. Papineau sait qu'il n'y a pas d'emprunts possibles à court terme, qu'il n'y a pas d'armes disponibles, qu'il n'y aura pas d'appui des États-Unis. Le manque de moyens creuse les divisions : Papineau se dissocie du projet d'insurrection ou d'invasion du Bas-Canada des patriotes radicaux. L'entreprise lui paraît suicidaire. Et, secondairement, il se dissocie d'un article de la

25. L.-J. PAPINEAU à G. Bancroft, 18 décembre 1837, cité *ibid.*, p. 225-230.

version provisoire d'une « Déclaration d'indépendance » de Robert Nelson, absent, qui circule et prévoit l'abolition du système seigneurial sans compensation pour les seigneurs. À la division parmi les leaders s'ajoutent les divisions parmi les patriotes le long de la frontière. La correspondance reçue par Duvernay, à Burlington, en témoigne sans ambiguïté²⁶.

Les 3 et 4 novembre 1838

Comment mener de l'extérieur du Bas-Canada une insurrection lorsqu'une résistance à l'intérieur a échoué ? Sur la frontière, la majorité des patriotes est mobilisée. Mais au-delà des raids et des escarmouches, on doit planifier une jonction avec les patriotes du Bas-Canada pour réussir une invasion prévue pour la nuit du 3 au 4 novembre 1838. On crée les Frères Chasseurs, société secrète de recrutement, car la vigilance britannique s'est accrue et les espions se sont multipliés. L'effort de recrutement – quelque 35 regroupements de Frères Chasseurs en septembre 1838 –, une hiérarchie de responsables du recrutement au Bas, au Haut-Canada et dans le nord des États-Unis avec les *Hunters' Lodges*, une circulation de « messagers » entre Montréal et St. Albans au Vermont où le Grand Commandeur Robert Nelson a établi son quartier général, indiquent l'intention et l'ampleur du projet.

Mais le coup du 3 au 4 novembre ne réussit pas, même si l'occupation par les patriotes de Châteauguay, de Beauharnois, de Saint-Constant et de Napierville témoigne d'une mobilisation sérieuse ; de même des actions diversifiées – saisie de bateaux-vapeur qui assurent la navette entre Montréal et la rive sud ou qui sont destinés au ravitaillement de la garnison de Sorel ; sabotage de rails du chemin de fer entre Saint-Jean et Laprairie. Vue de Sorel et de Saint-Ours, l'attaque avortée de la nuit

26. Ludger DUVERNAY, *Lettres d'exil, 1837-1842. Lettres reçues par Ludger Duvernay, 1837-1842. Intégrale des lettres reçues par Ludger Duvernay et notices biographiques des correspondants*, Montréal, VLB éditeur, 2015.

du 3 novembre s'explique par le fait qu'Édouard-Élysée Mailhot, critique même du plan de Robert Nelson et grand responsable de l'invasion dans le Bas-Richelieu, ne peut s'y rendre et qu'on y manque de fusils²⁷. Pas plus qu'à Saint-Ours, la jonction ne s'opère ailleurs : à Chambly où l'armée de Robert Nelson n'est pas au rendez-vous, à Saint-Marc-sur-Richelieu, où les armes américaines promises n'arrivent pas.

L'explication de Fernand Ouellet

Fernand Ouellet est l'historien qui aura le plus étudié la période 1791-1840, les rébellions et Papineau et publié le plus grand nombre d'études sur le sujet. Son *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* et *Le Bas-Canada 1791-1840. Changements structureaux et crise* s'attardent plus spécifiquement à l'analyse des causes des rébellions et de leur inaboutissement. À plus de cinquante ans de distance, les travaux de Fernand Ouellet, y compris ses contributions au *Dictionnaire biographique du Canada*, dont une biographie de Papineau, on peut voir comment ses analyses finissent par être désuètes. L'historien peut le voir à sa compréhension des causes de « L'échec du mouvement insurrectionnel²⁸ ». Ouellet est porteur d'une conception des « mentalités », qui tire son origine de la revue des *Annales* et qui marque ses premiers travaux. C'est à travers les mentalités et la « psychologie collective » qu'il s'intéresse à la « masse paysanne » que ne rejoignent pas selon lui « les principes abstraits ». C'est enfin un polémiste chez qui se reconnaît

27. Yvan LAMONDE, *Violences coloniales et résistance patriote au « bourg pourri » de Sorel et à St-Ours-sur-Richelieu (1780-1838)*, Montréal, Del Busso éditeur, 2017.

28. *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850 [HESQ]*, Montréal, Fides, 1966, p. 413-435 et *Le Bas-Canada 1791-1840. Changements structureaux et crise*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976, 482-485. Tous les numéros de page, désormais donnés entre parenthèses, renvoient à cet ouvrage.

la marque du citoyen sur l'historien, du temps présent sur l'analyste et l'interprète du passé²⁹.

Tenant des méthodes et de l'épistémologie de la revue des *Annales*, des travaux de Boris Porchnev (*Les soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, 1963) et du courant marxiste québécois de l'époque, Ouellet affirme la détermination de l'économique et du social sur le politique et il reconnaît « l'interdépendance des différents niveaux d'activité » ; il lui paraît « évident » que, « si le mouvement insurrectionnel n'avait eu que des racines politiques, même lointaines, il n'aurait pas eu lieu. » (p. 414-415) C'est l'analyse des classes sociales qui lui fait identifier les professions libérales dont il a mesuré l'ascension et qui portent le projet de « contrôle des structures politiques » (p. 415) à leur profit et à celui de la nationalité canadienne. Ces gens de professions libérales, dont font partie les leaders patriotes et singulièrement Louis-Joseph Papineau, ambitionnent de faire valoir leurs valeurs et visions auprès de la société bas-canadienne. Leur force est, selon Ouellet, « l'agitation verbale » (p. 413, 424) et leur conviction est « de croire que la résistance dans la légalité peut provoquer la reddition du gouvernement britannique ». L'objectif de « l'indépendance » était, selon lui, de faire « des professions libérales la seule élite du milieu canadien-français, une élite à qui désormais il incomberait de définir et de diriger la réalisation des objectifs communs de cette société. » (p. 433) Ouellet reprend le mot de Robert Nelson selon qui Papineau était un homme de cabinet et non d'action. C'est un être d'une « indécision chronique » (p. 432) qui fait de l'obstruction systématique à compter de 1831 et dont les attitudes politiques ne peuvent que mener à la prise d'armes, sans que comme leader il n'ait eu quelque volonté et qualité d'organisateur. Il se serait projeté lui-même comme président d'une république (p. 415) et il aurait « fui » de Saint-Denis (p. 432).

29. À titre d'exemple tardif, *Trying to Understand and Explain: The Role of Intellectuals in Society*, discours de réception d'un doctorat *Honoris Causa*, Saskatoon, University of Saskatchewan, Department of History, coll. « Occasional Papers », n° 4, 1996, p. 3-8.

L'historien est marqué par son époque, celle de 1950, de la modernité, de *Cité libre* et du néo-nationalisme, et il n'éprouve aucune gêne à utiliser le mot « nationalisme » pour décrire « l'idéologie » des gens de professions libérales et des patriotes. En un sens, l'anti-nationalisme contemporain de Ouellet le met sur la piste des « nationalistes » d'hier. Il ne croit guère au caractère « réformiste et libéral » des patriotes pour reprendre ici les termes que l'historien étatsunien Mason Wade avait utilisés pour décrire leur démarche : « pendant toute la période insurrectionnelle, les éléments authentiquement libéraux et démocrates du *groupe patriote* ont toujours été en conflit avec ceux qui accordaient une priorité incontestable aux objectifs nationalistes. » (p. 433) Usant de la notion de mentalité, il affirme encore : « De sorte qu'on assiste à la recherche, sous le couvert de la démocratie et d'aspirations libérales ayant un certain caractère authentique, d'un impossible isolement qui débouchait sur la constitution d'une société féodale et théocratique. » (p. 434)

Ouellet résume ainsi son propos :

L'aventure nationaliste de 1837-1838 était trop intimement liée aux ambitions de certains individus, aux intérêts immédiats des professions libérales et aux malaises particuliers de la période pour réussir. [...] La faiblesse économique des Canadiens français tenait avant tout à leur mentalité, à leur niveau technique, à leurs traditions et à leurs institutions. C'est certainement là, parce qu'il ne faudrait pas croire à leur innocence absolue, la raison majeure de la faillite du mouvement insurrectionnel. » (p. 435)

D'une lettre de Papineau à Londres en 1823, où celui-ci constate les inégalités sociales entraînées par la révolution industrielle, Ouellet donne à penser que les gens de professions libérales désiraient « à tout prix empêcher que le capitalisme ne vienne instaurer ce qu'on appelait l'inégalité des conditions. » (p. 433) Cette position essentielle de F. Ouellet ne l'empêche évidemment pas de voir la disparité géographique de l'engagement patriote ou l'intervention du clergé, mais il n'insiste

pas toutefois sur l'action du pouvoir colonial et métropolitain et celle de l'armée. Ouellet veut alors faire sortir l'historiographique du sillon politique et de l'imputation à l'Autre anglais de la responsabilité des choses.

Faire le point

Tout en ayant en mémoire la force politique construite par le Parti patriote au Bas-Canada depuis le début du XIX^e siècle, il faut reconnaître que la part des « Canadiens » eux-mêmes dans l'inaboutissement du projet d'émancipation coloniale est cruciale. Un Canadien n'est pas alors nécessairement un patriote, il faut bien le rappeler ; ce qui oblige à définir ce qu'est un patriote, un citoyen dont les engagements ont laissé des traces d'opposition, de résistance, d'insurrection. En raison de leurs désaccords et divisions, ils n'ont pas formé, comme le rappelle Bancroft à O'Callaghan, « un seul cœur », comme ce fut le cas pour les Yankees en 1776. Ni démographiquement ni géographiquement, ils n'ont offert de front commun. Ce qui ne diminue en rien la conviction, le courage et la détermination de chacun des patriotes.

Ils ont *résisté* en 1837. Le manque de moyens et ce qu'en avril 1838 Duvernay nomme « notre faiblesse par notre manque d'organisation » l'indiquent. La résistance n'a pas à voir ici avec la conviction ; elle a à voir avec la conscience de ses propres moyens, avec la conscience des moyens de l'autorité anglaise, avec surtout la stratégie impériale de provoquer pour réprimer. Les chefs patriotes connaissaient cette stratégie utilisée en Irlande et leur défi fut de ne pas tomber dans le piège, autre paradoxe qui confinait déjà à une forme de résistance à la tentation. Un piège placé par une autorité qui avait les moyens diplomatiques et militaires de sa politique coloniale.

Sur le tard, fin décembre 1837, on a cherché 100 000 « piastres », on a cherché 10 000 mousquets. Sur le tard. Les patriotes n'ont pu

compter sur les Américains à leur frontière. Encore moins sur Londres, sauf sur quelques radicaux anglais. Pas plus sur la France qui a, en quelque sorte, confirmé son indifférence encore en 1839; Papineau, qui est arrivé à Paris début 1839, n'a mis que trois mois à bien voir qu'il n'y avait pas d'espoir de ce côté. Quant aux réformistes du Haut-Canada, les patriotes du Bas-Canada ont échangé avec eux, mais dans les deux provinces la même répression a frappé rapidement, laissant très peu de chance à quelque jonction.

Mutatis mutandis, les mêmes causes ont joué lors des projets d'*insurrections* en 1838. Dès la fin décembre 1837, Bancroft a posé à O'Callaghan une question toute simple: «Can they, in exile, plan successful resistance better than before?». À nouveau, cette réalité ne concerne pas les motivations et quelque détermination héroïque – pourquoi l'héroïsme serait-il réservé aux gagnants? – il s'agit des moyens de sa politique, de son projet d'émancipation.

Avait-on investi, avait-on pu investir au point de vraiment pouvoir parler de défaite lorsque le projet d'émancipation n'avait pu être achevé? Qui est le résistant qui appelle défaite son combat?

DOCUMENTS

Deux semaines après s'être réfugié aux États-Unis, Papineau écrit le 18 décembre 1837 d'Albany à l'historien George Bancroft pour lui demander son avis sur la marche à suivre et, en particulier, pour explorer les possibilités d'y emprunter de l'argent³⁰. Le 20, Bancroft répond à

30. Louis-Joseph Papineau à G. Bancroft, 18 décembre 1837, dans L.-J. PAPINEAU, *Lettres à divers correspondants*, texte établi et annoté par Georges AUBIN et Renée BLANCHET, avec la collaboration de Maria ARBACH, Montréal, Éditions Varia, 2006, vol. I, p. 373-377.

Papineau et à O'Callaghan, mais la lettre de celui-ci à Bancroft n'a pas été retrouvée³¹.

**George Bancroft à Louis-Joseph Papineau Springfield, Mass.
Dec. 20, 1837**

My very dear Sir,

I have read your letter with profound emotion. The difficulties which are in the way of an armed invasion of Canada are so very great, that I dare not recommend the attempt; believing that the effort would certainly fail; and that it would render your position still more embarrassing than it now is. My opinion is clear, that you ought, if you have never lost it, to maintain the position of legal, constitutional oppositions: to represent yourself as a victim to tyranny while engaged in the exercise of English liberties. O'Connell was always careful to warn the Irish against over acts; would it not be well for you to invite such as are in danger from executive vengeance to join you; to advise all others to repair to their homes?

The world is now governed by moral opinion. You are sure of sympathy in France, & from a large class in England. To me it seems, that you must appeal to the tribunal of public opinion, the opinion of the civilized world, & prove yourselves the victims of persecution. In that case you would recover the right of returning to your country.

From a present & immediate resort to force, I can foresee nothing but loss & danger; greater misery for your country, & diminished influence for yourself.

But on this subject I have conversed very largely with a common friend, who will communicate my views. They are the views of an individual, who has no opportunity for counsel. I am alone; I have not conversed with any. My judgments may be wholly erroneous; yet I have deemed it a duty to give them fairly.

31. La lettre de Papineau et les deux réponses de Bancroft à Papineau et à O'Callaghan ont été reproduites dans François LABONTÉ, *Alias Anthony St. John, op. cit.*, p. 225-235.

One thing I can say without any fear of being mistaken. You shall always find a most cordial welcome under my roof. It would be my pride & my delight to have you for days, weeks, or months as an inmate in my house; and I encounter no danger of error, when I offer you expressions of warmest sympathy, of admiration for your genius & patriotism, of respect for your sufferings and courage.

Most sincerely yours,

George Bancroft

G. Bancroft à O'Callaghan (Anthony St. John) [20] Décembre 1837

Anthony St. John, Esq.

Albany

[de la main de Papineau]

Mr. Bancroft

[D'une autre main (Augustine Bourassa?)]

Georges Bancroft au D^r O'Callaghan.

[20] Décembre 1837

The case of Canada & our United States at their outset are very different. The Yankees committed rebellion strictly according to law, & up to the last, upheld the courts. The Canadians have at once arrived at a conflict before they are prepared for it.

The Yankees had one heart; it is [evident], there is a division among the Canadians; & in Upper Canada, there is no evidence of any extreme discontent. To sustain a revolution acquires the highest excitement; passion of an infinite force.

The Yankees had guns in their houses; the Canadians have not.

The Yankees held the country at once; no sooner had British troops marched to Concord, then the country rose as one man, & cooped the British up in Boston. Have the Canadians cooped the British up in Quebec? Or in Toronto?

Bunker Hill Battle was fought. The army with Washington at its head had entrenched itself before Boston, before succour came from France. Burgoyne surrendered to Americans, before France became our ally.

It is agreed, that the patriots did not intend an armed insurrection; & among other reasons, because they had no sufficient strength for it. Is their strength increased by their disasters? Can they, in exile, plan successful resistance better than before? Ought they not now doubly discard a plan, which they in their best strength now had resolved not to follow? The state of the world now & in 1776 are widely different. Those were days of force & war; these of peace.

Then Spain & France & Holland were ready to unite against England; & Portugal & the Northern powers stood ready to assert an armed neutrality favourable to America. Now the world is tired of warfare; the U.S. the most friendly to the patriots, are resolved on not interfering & other powers wish for no new revolutions, except by moral opinion.

The colonial dependence of Canada is the result of the old Mercantile system. It is fast yielding to the progress of civilization. The civilized world has decreed its doom. It had already encountered wars enough to accomplish it. But now the widespread conviction prevails that the moral power will accomplish the rest.

When Upper Canada gets full of inhabitants the force of gravity will of itself either detach the Canadas from England, or affect essentials changes in the relations between the States.

The colonial & mercantile system is a chronic disease near its change. To treat it like an acute disease is to mistake the nature of the case.

Is it possible to raise \$ 100,000 for the purpose? It may be doubted; whether it could be done; certainly not of a sudden; certainly not in season.

If raised, could it be employed offensively? The government is bound to interfere; & by treaty owes all the prevention in its power. Arms and ammunition cannot go in quantities from the U.S.

If the money should be raised & ammunition purchased, can troops be found in Canada? Men who have not guns in their houses, would for a

long time make militia of the worst sort & how are they to be sustained in the field? Men will not [...] leave home long.

Suppose money, arms & men found, is there not more to believe that the English troops would have the mastery?

Suppose money, arms, men and present success certain, in Spring, an English fleet will enter the river, & easily subject the country as far as Montreal & beyond it.

But under the best circumstances, English ships would be in our court, before the preparations would be considerably advanced.

Parties are not so equally balanced, Canada does not so nearly balance England, that the sum of \$ 100 000 thrown into the scale will decide the event of a struggle. Weigh England against Lower Canada. Will \$ 100 000 turn the scale? Never. Nothing but an infinite permanent national passion can do it. Men with souls kindled, can wish miracles: That M. P[apineau] is in exile, is proof that that national passion does not exist in any intensity. Otherwise he, with his heart of flame, never would have been so deserted & left alone, as to have been obliged to fly.

Are the Canadas ripe for revolution? It is said they are. Where is the evidence? That they have the wish, may be most true; have they the wish in that energy, which constitutes power?

Have they money? No. Troops? No. Arms? No. Forts? No. Possession of the country, their own country? No.

Are their chiefs at the head of insurgents? No. They have been compelled to fly.

How then are the Canadians to be revolutionised? It is answered by help from abroad; by secret bonus & gifts from a people, whose government is pledged not to interfere.

The foundation principle of Democracy is self-reliance. The attack upon the English in Canada fails, when tried by the Democratic test: for it owns; that aid from without is needed, to inspire the actors to recommence & struggle.

I adore freedom; I revere misfortune; I hono[u]r courage. Shall I blind my judgment? Shall I advise counter to my convictions? It would be to

lead the noble minded the seeds of rashness and so involve them in greater misery.

What shall M. P[apineau] do ?

1. Publicly & immediately disclaim any intention to decide the contest by force; and invite his fellow citizens to retire into exile or to their homes.
2. Take measures to encourage his friends at home to do their duty at the polls and in the assembly, & to send to Quebec an assembly which will bend all the moral force of its character & influence to gain right for the patriots. An assembly must be convened : it is all important that that assembly should be composed of patriots. The cause is lost. Unless this be secured and it cannot be secured if a state of war continues.
3. Send immediately by the earliest packet (taking only time to prepare measures) a committee directly to England, to represent to the Sovereign. That the Canadians demand only English liberty ; to disclaim force ; to throw upon the Government in Canada the charge of fomenting & causing the insurrection ; & then in England to rally for the patriots the public opinion of those who are willing to part from Canada, & those who love freedom.
4. Prepare a calm statement of the case, addressed to the English public. A historic sketch to be carefully revised by an English lawyer ; so that the position of the patriots & their conduct may be seen to have been pacific, constitutional & legal. Great care must be taken in such a paper, not to violate facts. For that would give the enemy an opportunity of triumphant refutation as well as be immoral ; & on the other hand, this document ought not compromise any one.

I am bound to say, that I think, the Gov^t in Canada has gained a great advantage in the struggle ; unless the patriots are able to show that the disturbances are distinctly attributable to the unjustifiable and vindictive course of the English administration.

[non signée]

Résumé / Abstract

Yvan Lamonde (membre émérite), *Les causes de l'inachèvement du projet d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838* [Causes of the unaccomplished colonial emancipation projects of 1837 and 1838 in Lower Canada]

On s'interrogera sans doute sur l'idée même de ce « regard clinique » sur les causes de l'inachèvement des projets d'émancipation coloniale de 1837 et de 1838 au Bas-Canada. Un regard clinique n'est pas une autopsie ! Le propos est d'identifier, de pondérer et de hiérarchiser ces causes.

Mots-clés : Rébellions – colonie – émancipation – armée – Colonial Office – patriotes – divisions – moyens – États-Unis

*

One might be puzzled by this “clinical observation” on the causes of the unaccomplished colonial emancipation projects of 1837 and 1838 in Lower Canada. A clinical observation is not an autopsy ! The objectives are to identify, weigh and prioritize these causes.

Key Words : Rebellions – colony – emancipation – army – Colonial Office – patriots – divisions – means – United States